POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Québec : analyse prébudgétaire 2026-2027

Les services à la population pris entre la nécessité de rigueur budgétaire et les pressions démographiques

Par Sonny Scarfone, économiste principal

FAITS SAILLANTS

- Le ministre des Finances Eric Girard présentera ce mercredi le budget 2026-2027, le dernier avant l'élection provinciale prévue en octobre. Selon la plus récente mise à jour économique et financière de novembre dernier (MAJ 2025), le déficit prévu pour l'année en cours (exercice financier 2026, EF 2026) devait atteindre 12,4 G$, tandis que celui de l'EF 2027 était alors projeté à 9,5 G$[1].
- Depuis le printemps dernier, les rapports trimestriels sur la situation financière du Québec indiquaient jusqu'en septembre des revenus au rendez-vous et des dépenses conformes aux trajectoires annoncées. L'économie québécoise a toutefois ralenti depuis la période couverte par ces rapports, mais les provisions pour éventualité devraient suffire à absorber tout manquement du côté des revenus, de sorte que la cible budgétaire semble atteignable, du moins pour l'EF 2026.
- La perte de vigueur économique des derniers mois devrait toutefois avoir plus d'incidence sur l'atteinte de la cible de déficit de 9,5 G$ pour l'EF 2027. Une stagnation de la population active, possiblement combinée à un affaiblissement des pressions salariales et à un resserrement des dépenses des ménages en période d'incertitude prolongée (guerre commerciale, en plus de la situation au Moyen-Orient qui affectera ultimement leur pouvoir d'achat), pourrait rendre plus incertaine la projection de croissance de 3,9 % des revenus autonomes pour l'EF 2027.
- Du côté des dépenses, les projections gouvernementales semblaient à la base ambitieuses au regard des défis observés dans les réseaux de la santé et de l'éducation, ainsi que des engagements salariaux déjà convenus dans ces secteurs pour les prochaines années. En ce qui concerne de nouveaux engagements, le ministre Eric Girard a indiqué qu'il présenterait un budget sobre, qui ne se voudrait pas électoraliste. Cette sobriété s'est d'ailleurs manifestée avec certaines mesures de soutien fédérales qu'Ottawa a mises de l'avant en 2025 et que le Québec, contrairement à l'Ontario, n'a pas bonifiées (ex. : suppression de la TPS sur les logement neufs pour les premiers acheteurs, abolition de la tarification carbone des particuliers). Rappelons que le Québec a subi une décote de sa note de crédit l'an dernier.
- Au-delà de ces défis, il restait 2,5 G$ à identifier pour revenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2029-2030 et ainsi respecter les exigences de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Autrement dit, un exercice… d'équilibriste, compte tenu des pressions qui s'exercent tant sur les revenus que sur les dépenses. Néanmoins, les ratios d'endettement de la province bénéficieront d'un coup de pouce à la suite de la révision récente des PIB provinciaux, ce qui pourrait faciliter l'atteinte de la cible de la dette nette au PIB à 35,5 % en 2032-2033, même si certaines hypothèses du gouvernement devaient s'être avérées trop ambitieuses.

[1] Sauf indication contraire, l'ensemble du document fait référence au solde budgétaire après les versements au Fonds des générations (FDG).

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

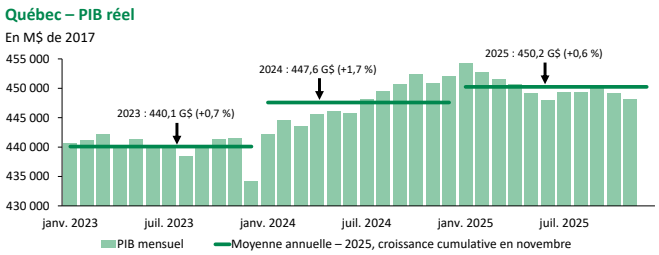
Le ministre des Finances Eric Girard présentera ce mercredi le budget 2026-2027, le dernier avant l'élection provinciale prévue en octobre. Selon la MAJ 2025, le déficit prévu pour l'EF 2026 devait atteindre 12,4 G$, tandis que celui de l'EF 2027 était alors projeté à 9,5 G$.

Dans cette analyse prébudgétaire, nous présentons d'abord nos attentes à l'égard des résultats qui seront dévoilés pour l'EF 2026 ainsi que les projections pour l'EF 2027. Nous mettons ensuite l'accent sur les perspectives budgétaires jusqu'à l'EF 2030, année où le gouvernement doit atteindre l'équilibre budgétaire selon la législation actuelle, ainsi que sur l'évolution du niveau d'endettement de la province.

Développements économiques récents

Depuis le dépôt du budget en mars dernier, l'économie québécoise évolue en dents de scie. Dans l'ensemble, les perspectives économiques relativement conservatrices du gouvernement pour 2025, qui tablaient sur une croissance de 1,1 %, s'avéreront probablement plus optimistes que ce que l'on observe, alors que nous projetons plutôt une croissance de 0,8 % : en date de novembre, le PIB réel ne se situait en moyenne que 0,6 % au-dessus de son niveau de 2024. Toutefois, cette moyenne masque une réalité encore moins favorable. Le sommet du PIB québécois a été atteint en janvier 2025 au moment où plusieurs entreprises accéléraient leur production afin de devancer l'imposition de tarifs douaniers alors envisagés. Par la suite, l'économie s'est contractée huit mois sur dix, de sorte que le niveau du PIB de novembre 2025 équivalait à celui de juillet 2024 (graphique 1).

Graphique 1
Le PIB réel du Québec est à son niveau de l'été 2024

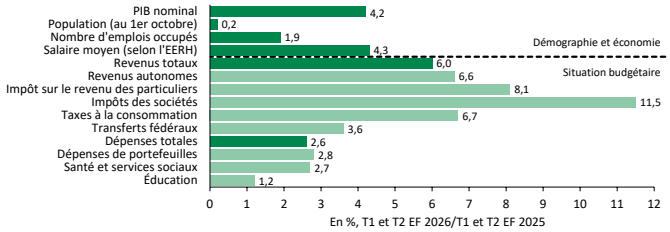


Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

La guerre commerciale porte une large part de responsabilité. Le PIB du secteur de la fabrication a reculé de 6,4 % depuis janvier 2025, alors que les exportations vers les États-Unis avaient diminué de 6,9 % sur l'ensemble de l'année, rapportait l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) la semaine dernière. Il s'agit d'un point de départ défavorable à l'amorce de 2026, année pour laquelle nous prévoyons une croissance encore modeste, soit de 1,1 % sur l'ensemble de l'année. Cette performance serait la plus faible parmi les provinces, notamment parce que le Québec affiche, avec l'Ontario, les taux douaniers effectifs les plus élevés au pays.

Malgré cette performance décevante, les rapports trimestriels sur la situation financière du Québec indiquaient jusqu'en septembre des revenus au rendez-vous et des dépenses conformes aux trajectoires annoncées (graphique 2). Bien que l'économie québécoise ait ralenti depuis la période couverte par ces rapports (et pourrait afficher une décroissance au quatrième trimestre), le marché du travail a relativement bien résisté, du moins avant le revirement prononcé observé en février, et les provisions pour éventualité de 2 G$ devraient suffire à absorber tout manquement du côté des revenus, de sorte que la cible budgétaire semble néanmoins atteignable pour l'EF 2026.

Graphique 2
Des revenus robustes dans les circonstances et des dépenses conformes aux trajectoires annoncées
Croissance de différents postes de dépenses et de revenus



EERH : *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*; EF : exercice financier
Ministère des Finances du Québec, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'effet de la conjoncture sur les revenus pour l'EF 2027 et au-delà

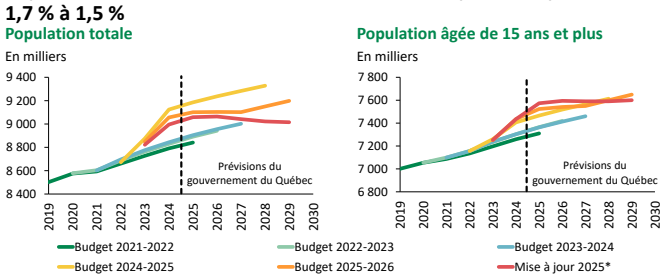
La perte de vigueur économique des derniers mois devrait toutefois avoir plus d'incidence sur l'atteinte de la cible de déficit de 9,5 G$ pour l'EF 2027. Une stagnation de la population active, possiblement combinée à un affaiblissement des pressions salariales et à un resserrement des dépenses des ménages en période d'incertitude prolongée (guerre commerciale, en plus de la situation au Moyen-Orient qui affectera ultimement leur pouvoir d'achat), pourrait rendre plus incertaine la projection de croissance de 3,9 % des revenus autonomes pour l'EF 2027.

Comme nous l'avons souligné dans un récent *Point de vue économique*, le vieillissement démographique accentuera les pressions sur les finances publiques, à moins d'une reprise plus soutenue de la croissance de la productivité ou d'un recul moins marqué qu'anticipé du taux d'activité. Or, comme la majorité des cohortes d'âge affiche déjà des taux d'activité près de sommets historiques, cette dernière option semble moins probable, et la première ne peut être tenue pour acquise. Les dernières projections du gouvernement, présentées dans la MAJ 2025,

indiquaient à cet égard une population totale qui se situerait sous la trajectoire extrapolée avant la forte croissance démographique des dernières années (voir les projections fournies dans les budgets 2021-2022 à 2023-2024 au graphique 3).

Graphique 3

Population revue à la baisse; la croissance du PIB potentiel passe de 1,7 % à 1,5 %



* Mise à jour budgétaire : *Le point sur la situation économique et financière du Québec*.
Documents budgétaires du gouvernement du Québec et Desjardins, Études économiques

La Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke a récemment évalué la pérennité des finances du Québec à moyen, long et très long terme, en faisant varier diverses hypothèses, notamment celles liées à la productivité et au taux d'activité. D'autres déclinaisons de scénarios prennent également en compte un retour rapide à l'équilibre budgétaire, ce qui influe directement sur la taille anticipée des déficits futurs. Autrement dit, même si le retour à l'équilibre d'ici 2029-2030 est une obligation prévue par la loi, sa mise en œuvre aurait des répercussions qui dépassent cet horizon.

Le cadre financier du gouvernement, dont la version la plus récente est présentée dans le tableau ci-dessous, fournit ainsi une voie à suivre pour bénéficier des retombées positives de la consolidation fiscale. Globalement, bien que les projections de croissance des revenus autonomes aient été revues à la baisse lors de la MAJ 2025 afin de tenir compte des révisions démographiques, leur progression moyenne, estimée à 3,7 %, demeure exposée à un risque à la baisse pour les prochains exercices.

Des choix à faire concernant les services à la population

Du côté des dépenses, les projections gouvernementales semblent ambitieuses au regard des défis observés dans les réseaux de la santé et de l'éducation, ainsi que des engagements salariaux déjà convenus dans ces secteurs pour les prochaines années. En ce qui concerne de nouveaux engagements, le ministre Eric Girard a indiqué qu'il présenterait un budget sobre, qui ne se voudrait pas électoraliste. Cette sobriété s'est d'ailleurs manifestée avec certaines mesures de soutien fédérales qu'Ottawa a mises de l'avant en 2025 et que le Québec, contrairement à l'Ontario, n'a pas bonifiées (ex. : suppression de la TPS sur les logement neufs pour les premiers acheteurs, abolition de la tarification carbone aux particuliers). Rappelons que le Québec a subi une décote de sa note de crédit l'an dernier.

Dans cette logique de retenue, les projections de dépenses de portefeuilles paraissent elles aussi particulièrement conservatrices. Celles-ci ne devraient croître que de 1,5 % entre 2025-2026 et 2029-2030, avec quatre exercices où la progression demeurerait sous la barre des 2 %, seuil généralement associé à

Tableau

Prévisions fiscales du Québec

	2024-2025		2025-2026		2026-2027		2027-2028		2028-2029		2029-2030	
En G$ (sauf si indiqué)	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ
Revenus totaux	**155,2**	**156,1**	**156,3**	**158,7**	**165,2**	**164,6**	**171,2**	**170,3**	**176,2**	**175,3**	**181,3**	**179,5**
Revenus autonomes	124,5	125,6	125,7	127,5	132,8	132,5	138,1	138,2	143,1	142,8	148,2	147,5
Transferts fédéraux	30,6	30,5	30,6	31,2	32,4	32,1	33,1	32,1	33,1	32,5	33,1	31,9
Dépenses totales	**163,3**	**161,3**	**165,8**	**166,6**	**170,3**	**169,8**	**173,9**	**173,0**	**176,1**	**175,2**	**179,4**	**177,7**
Dépenses de programmes	153,4	151,3	156,1	156,4	159,9	159,5	162,3	161,7	164,1	163,6	167,2	166,0
Frais de la dette	9,9	10,0	9,7	10,2	10,4	10,3	11,6	11,3	12,0	11,6	12,2	11,7
Provisions pour risques économiques	---	---	**2,0**	**2,0**	**2,0**	**2,0**	**1,5**	**1,5**	**1,5**	**1,5**	**1,5**	**1,5**
Surplus (déficit) comptable	**-8,1**	**-5,2**	**-11,4**	**-9,9**	**-7,1**	**-7,1**	**-4,2**	**-4,2**	**-1,4**	**-1,4**	**0,4**	**0,3**
En % du PIB	*-1,3*	*-0,8*	*-1,8*	*-1,5*	*-1,1*	*-1,1*	*-0,6*	*-0,6*	*-0,2*	*-0,2*	*0,1*	*0,0*
Fonds des générations	2,4	2,4	2,2	2,5	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6	2,8	2,8
Écart à resorber pour atteindre l'équilibre budgétaire lié aux activités*	---	---	---	---	---	---	1,0	1,0	2,5	2,5	2,5	2,5
Solde budgétaire au sens de la Loi	**-10,5**	**-7,5**	**-13,6**	**-12,4**	**-9,5**	**-9,5**	**-5,7**	**-5,7**	**-1,5**	**-1,5**	**0,1**	**0,0**
En % du PIB	*-1,7*	*-1,2*	*-2,2*	*-1,9*	*-1,5*	*-1,4*	*-0,9*	*-0,8*	*-0,2*	*-0,2*	*0,0*	*0,0*
Dette nette (% du PIB)	**38,7**	**38,3**	**40,4**	**39,7**	**41,5**	**40,8**	**41,9**	**41,3**	**41,0**	**40,4**	**39,8**	**39,3**
PIB réel (var. en %)	1,4	1,7	1,1	0,9	1,4	1,1	1,6	1,4	1,7	1,5	1,7	1,5
PIB nominal (var. en %)	5,3	5,9	3,4	4,0	3,4	3,1	3,5	3,3	3,5	3,4	3,6	3,4
Programme de financement	**36,7**	**36,5**	**29,7**	**24,3**	**37,5**	**34,1**	**33,3**	**33,6**	**27,3**	**27,5**	**28,9**	**27,6**
Besoins financiers nets	25,4	25,4	29,1	28,3	25,9	26,5	22,5	22,5	15,3	15,1	13,7	11,9

MAJ : mise à jour économique et financière de l'automne 2025; * L'écart à résorber est calculé après le solde comptable depuis le budget 2025-2026.
Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

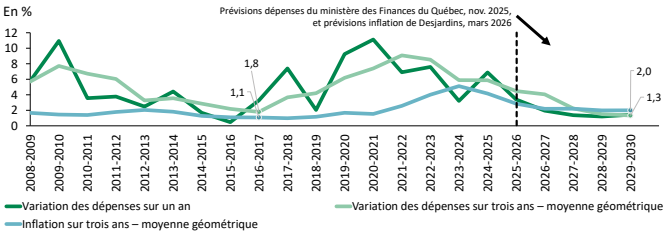
l'inflation annuelle cible. Une telle modération n'a été observée qu'à deux reprises depuis 2008-2009, soit en 2014-2015 et en 2015-2016, lors des efforts du précédent gouvernement pour rééquilibrer les finances du Québec.

L'effet cumulatif est également à considérer. La croissance annuelle moyenne des dépenses au cours des trois derniers exercices menant au retour prévu à l'équilibre est estimée à 1,3 %, bien en deçà du creux précédent de 1,8 % observé entre 2014-2015 et 2016-2017, période de faible inflation, qui tournait autour de 1,1 % annuellement (graphique 4). Des années consécutives de hausses aussi limitées mettent davantage à risque la capacité de maintenir les services. Et si les fluctuations annuelles peuvent être volatiles, la croissance moyenne des dépenses sur trois ans n'a jamais été inférieure aux pressions inflationnistes sur une même période, ce qui serait le cas pour la première fois en au moins 20 ans à compter de 2028-2029, où les dépenses seraient inférieures à l'inflation de plus d'un demi-point de pourcentage.

Graphique 4

Les prévisions du ministère des Finances du Québec comptent déjà sur un contrôle important des dépenses de portefeuilles

Croissance des dépenses de portefeuilles et de l'inflation



Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

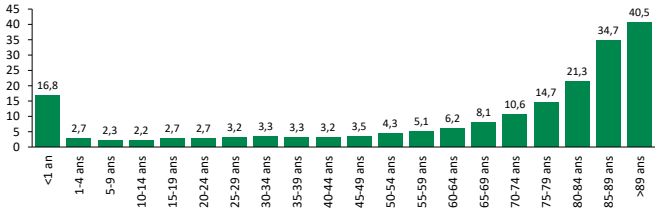
Plusieurs pourraient suggérer que ce faible rythme de croissance ne représente pas nécessairement un désinvestissement. Premièrement, la croissance des dépenses a excédé significativement l'inflation depuis la pandémie. Deuxièmement, d'ici l'EF 2029, le Québec dépensera déjà davantage par habitant que les sept autres provinces les plus populeuses du pays (bien que ce niveau de dépenses soit également proportionnel aux taux d'imposition de la province).

Toutefois, en santé, soit le poste le plus important et qui représente plus de 40 % des dépenses de portefeuilles, il paraît difficile d'imaginer une croissance des dépenses inférieure à l'inflation globale en l'absence de gains d'efficience significatifs. Le graphique 5 présente les dépenses de santé par habitant du gouvernement du Québec selon le groupe d'âge en 2023. À mesure qu'un nombre croissant de baby-boomers (1946-1964) rejoint la cohorte des 75 ans et plus, où les dépenses sont en moyenne 40 % plus élevées que dans la cohorte précédente, l'ampleur des gains d'efficience requis devra être particulièrement

Graphique 5

Il sera difficile de contenir les dépenses en santé au taux d'inflation global

Dépenses totales de santé par habitant du gouvernement du Québec selon le groupe d'âge en 2023



Institut canadien d'information sur la santé et Desjardins, Études économiques

robuste pour que les cibles du gouvernement soient atteintes sans répercussion sur la qualité des services offerts, alors que la performance et, surtout, l'accessibilité du système de santé sont déjà perçues négativement par une proportion importante de la population.

Au-delà de l'exercice à venir : pressions structurelles dans un contexte international incertain

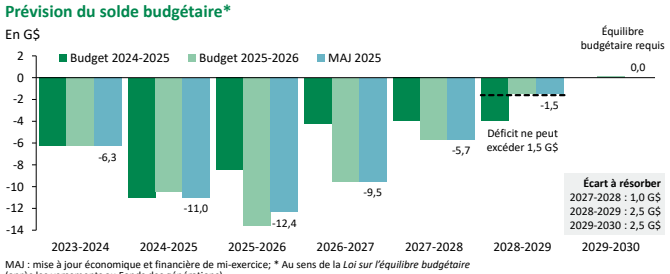
Au-delà de ces défis, il restait toujours 2,5 G$ à identifier pour revenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2029-2030 et ainsi respecter les exigences de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Dans un contexte de vieillissement de la population et d'immigration en recul marqué, de conflits qui se multiplient sur la scène internationale, et avec un partenaire commercial principal qui ne considère plus le libre échange comme mutuellement bénéfique, la marge de manœuvre demeure très serrée.

Il reste également 2,5 G$ à identifier pour l'EF 2029, dont le budget doit être déposé dans deux ans et qui comporte une exigence de déficit ne pouvant dépasser 1,5 G$ (graphique 6). Des précisions quant à la manière dont le gouvernement compte respecter ces cibles seraient bienvenues afin de permettre aux analystes externes d'en évaluer la plausibilité. En comprenant évidemment qu'il s'agit, dans toutes ces circonstances, d'un véritable exercice… d'équilibriste.

Graphique 6

Des précisions attendues quant au retour à l'équilibre budgétaire en 2029-2030

Prévision du solde budgétaire*



MAJ : mise à jour économique et financière de mi-exercice; * Au sens de la *Loi sur l'équilibre budgétaire* (après les versements au Fonds des générations).

Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

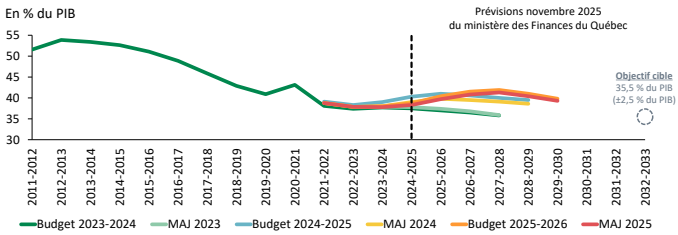
À surveiller mercredi

En plus de tous les éléments mentionnés précédemment, nous porterons une attention particulière aux projections concernant les ratios d'endettement de la province, qui bénéficieront d'un coup de pouce à la suite de la révision des PIB provinciaux effectuée l'automne dernier. Le PIB du Québec pour 2024 avait alors été rehaussé de 1,6 %, ce qui devrait réduire mécaniquement le ratio d'endettement d'environ 0,5 %. Cela pourrait favoriser l'atteinte de la cible de la dette nette au PIB de 35,5 % en 2032-2033 (graphique 7), même si certaines hypothèses du gouvernement devaient s'être avérées trop ambitieuses. Il sera aussi intéressant de voir si cet allégement relatif incitera le gouvernement à bonifier le Plan québécois des infrastructures alors que le déficit de maintien d'actifs continue de faire les manchettes.

Graphique 7

La cible d'endettement pour 2032-2033, revue à la hausse l'an dernier, sera atteinte plus facilement à la suite de la révision antérieure du PIB

Québec – dette nette



MAJ : mise à jour économique et financière de mi-exercice
Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

Au terme d'une année marquée par une conjoncture incertaine et des pressions structurelles persistantes, le budget à venir constituera une étape clé pour confirmer que la prudence annoncée se traduira par un cadre financier réellement soutenable. Les premiers mois de 2026 ne laissent d'ailleurs pas entrevoir une accalmie par rapport à l'année précédente.